



D'ordinaire éloignés de l'actualité européenne, les télévisions américaines - à l'image du dispositif de CNN devant les locaux de Charlie Hebdo, le 10 janvier - ont dépêché des envoyés spéciaux à Paris et consacré des émissions entières aux attaques terroristes dans la capitale française. HERVE BOUTET/DIVERGENCE

# Comment l'Amérique décrypte les attaques terroristes de Paris

**Laure Mandeville**  
lmandeville@lefigaro.fr  
Correspondante à Washington

L' empathie instinctive, l'émotion et l'inquiétude sur la signification de l'événement pour la sécurité américaine : tout ont été les réactions de l'Amérique après l'attaque terroriste qui a frappé Paris le 7 janvier dernier. Pour des Américains toujours traumatisés par les attentats de 2001, le « 11 Septembre français » a suscité une réaction spontanée. Tandis que l'ambassade de France à Washington était submergée de milliers de messages de solidarité, journaux et télévisions ont dépêché leurs envoyés spéciaux, consacrant pages et émissions entières aux événements de Paris. Deux jours plus tard, la radio publique NPR passait plusieurs heures à couvrir la traque des frères Kouachi en direct. D'ordinaire bien éloignée de l'actualité européenne, l'Amérique, soudain, vivait à l'heure parisienne...

« Cette sympathie instinctive est allée bien au-delà des élites intellectuelles, l'homme de la rue s'est tout de suite identifié à l'horreur de l'attaque. Tout le monde comprend très bien qu'il s'agit d'une menace sur nos valeurs communes », explique Damon Wilson, vice-président de l'Atlantic Council. « L'empathie a fait place à l'admiration pour l'unité et le patriotisme » manifestés par les Français lors de la marche du 11 janvier, poursuit-il. Illustration selon lui « saisissante » de « cette connexion sentimentale », la colère qui a saisi la presse américaine en découvrant que la Maison-Blanche avait omis d'envoyer à Paris une personnalité de premier plan, en contraste avec les 45 chefs d'Etat présents. « J'ai honte ! », s'est exclamé l'envoyé spécial de CNN, Jake Tapper, dans un tweet. Aaron David Miller, spécialiste du Moyen-Orient, a noté qu'« aucune excuse au monde » ne justifiait ce ratage.

## Choc culturel

La polémique s'est rapidement transformée en sujet de politique intérieure. Une querelle « intra-américaine », a tempéré l'ambassadeur français Gérard Araud, se disant au contraire « ému » par la force du soutien américain. « Si l'Amérique a soutenu la France, c'est qu'elle a vécu cela à la puissance 1 000. Pour nous, les événements de Paris montrent qu'une attaque peut survenir demain. Nous sommes dans le même bateau », dit Aaron David Miller.

Pourtant, malgré la conscience du danger commun, il y a aussi beaucoup de réserves et de critiques implicites dans la manière dont l'Amérique rend compte des attaques de Paris. Une distance qui n'a pas surpris les diplomates français, car elle

« ne date pas d'hier sur la question de la laïcité » et traduit une incompréhension « historique » du modèle français d'intégration, explique l'un d'eux.

Dès le 8 janvier, cette réserve américaine s'exprimait à la une des médias, par leur refus massif de publier les caricatures de Charlie Hebdo qui avaient déclenché la fureur meurtrière des islamistes radicaux. Alors qu'une grande partie de la presse mondiale mettait les dessins dans ses pages, les télévisions américaines CNN, ABC, NBC, Fox News décidaient de flouter les images de Mahomet. L'influent New York Times s'est lui aussi abstenu de publier les caricatures, expliquant qu'il était de règle dans le journal « de ne pas offenser les sensibilités religieuses ». Après avoir hésité, le rédacteur en chef, Dean Baquet, a finalement fait taire ses « tripes de journaliste », dont l'instinct était de « publier, en solidarité » avec Charlie Hebdo, a-t-il confié au Spiegel. « Ce type d'humour est une forme d'insulte gratuite qui ne correspond pas aux standards établis par le New York Times. » Steve Erlanger, ancien correspondant du journal à Paris, explique que « ce choix correspond à une sensibilité américaine, bourgeoise et très prudente dans la forme, aussi bien sur la question des religions que sur les grossièretés de langage ».

## Discriminations racistes

Tous les médias américains n'ont pas adopté cette position, le Washington Post ou le Wall Street Journal, par exemple, ayant publié les caricatures. Mais dans l'ensemble, il est clair qu'un choc culturel oppose l'Amérique, chrétienne et pratiquante à 70 %, à une France qui s'est bâtie depuis la Révolution, puis la loi de 1905, sur une laïcité combattante. En 2011, la loi française sur l'interdiction de la burqa dans les lieux publics avait déjà provoqué les foudres du New York Times, qui avait comparé la loi française, à la décision prise par les talibans de voiler leurs femmes intégralement ! « Il est facile de voir que les droits d'une femme sont violés » dans les deux cas, osait alors le quotidien new-yorkais.

C'est dans ce contexte intellectuel que Barack Obama s'est refusé à nommer l'islam radical comme l'adversaire, contrairement à Manuel Valls. Ces attaques « n'ont rien à voir avec l'islam », a-t-il dit. Un point de vue repris par maints observateurs américains, soucieux de ne pas blesser le reste des musulmans. Pour Benjamin Haddad, chercheur français au Hudson Institute à Washington, cette posture reflète avant tout « la volonté d'Obama et des libéraux de se démarquer de l'époque Bush ». « Obama voit ce qui s'est passé entre l'Occident et le monde musulman comme un grand malentendu, qui peut être résolu par le dialogue », décrypte Haddad. Une position qui, de l'avis du chercheur danois Naser Khader, « ne

L'empathie des médias américains pour le « 11 Septembre français » se double d'un regard critique sur la laïcité « made in France ». L'épisode « Charlie Hebdo » a révélé les dilemmes religieux de l'Amérique, ses stéréotypes sur l'intégration française et ses hésitations sur la nature du défi posé par l'islam en Europe.

rend pas service, car elle dissuade les modérés musulmans de s'engager dans la bataille ». Ce musulman laïque voit dans cette approche « le résultat du politiquement correct américain » et sa culture de protection des minorités offensées.

Depuis quelques jours, le débat américain s'est déplacé sur le modèle français d'intégration. Là encore, le président Obama y a eu sa part, expliquant que la France avait un problème sur ce terrain et que l'Amérique faisait mieux. Un point de vue très en vogue qui omet de dire que les États-Unis ont drastiquement réduit l'immigration en provenance des pays arabes et ne comptent que 0,8 % de musulmans, contre environ 10 % en France. Il reflète l'idée de la gauche américaine selon laquelle les problèmes des banlieues françaises sont d'ordre socioéconomique et liés aux discriminations racistes ou religieuses visant la minorité musulmane. En revanche, la question du rétablissement de l'autorité de l'Etat ou des dangers d'une immigration massive pour l'intégration sont rarement traités par les journalistes américains, sinon pour dénoncer la récupération de ce thème par le Front national.

À l'inverse, la droite américaine dénonce le laxisme d'un modèle d'assistanat français - et plus généralement européen - qui a renoncé à imposer les lois de la République. Le tableau apocalyptique dressé par un commentateur de la chaîne Fox News, qui a évoqué des « no-go zones » françaises dignes de l'Irak ou de l'Afghanistan - des territoires inaccessibles aux citoyens ou à la police, administrés par des musulmans et « interdits » aux non-musulmans -, est caractéristique. Après un tollé en France, il a fini par s'excuser pour ses erreurs factuelles grossières.

## Image « caricaturale » de la situation

« Dans un cas, on est trop laxiste ; dans l'autre, raciste... il faudrait savoir ! », note le chercheur français Benjamin Haddad. Conscient des lourds problèmes de la communauté juive de France, dont il fait partie, il se dit également choqué par l'image « caricaturale » de la situation de cette dernière reflétée dans nombre d'éditoriaux américains.

La conclusion, partiellement fondée, à laquelle invitent ces visions conservatrices comme libérale, c'est que la France paie la note de ses erreurs... Mais naïvement, l'Amérique reste persuadée que son économie plus flexible et son modèle communautariste supposément plus inclusif seraient la solution, approche qui sous-estime l'aspect idéologique de la bataille menée par l'islam radical. « Il est évident que le problème est beaucoup plus difficile chez vous, vu la taille de votre communauté musulmane et la proximité du Moyen-Orient. De ce point de vue, nous sommes un peu plus protégés, mais pas à l'abri », reconnaît l'expert Aaron David Miller, du Wilson Center. « Blâmer le modèle français me paraît déplacé... Avons-nous des leçons à donner, nous qui continuons à péiner sur l'intégration de la communauté noire depuis trois siècles ? S'il faut donner des blâmes, je suggère d'ouvrir le débat sur les effets de la politique américaine au Moyen-Orient sur la radicalisation des djihadistes en Europe », réagit Damon Wilson.

Le fait que tous les pays d'Europe - malgré leurs modèles d'intégration opposés, communautaristes comme aux Pays-Bas ou républicain et laïque comme en France - soient aujourd'hui confrontés aux mêmes problèmes devrait aussi interpellier l'Amérique. Mais en dehors d'un livre, publié par le journaliste du Weekly Standard Christopher Caldwell, le sujet n'est pas vraiment creusé par les médias outre-Atlantique. L'Amérique, soulignent certains diplomates, a perdu le fil depuis des années à cause de son désintérêt pour une Europe qu'elle croyait passée dans la posthistoire. Le Washington Post avait supprimé son bureau à Paris, les think-tanks dégrainé leurs départements européens. Quand on leur parlait menace russe et avenir de l'islam en Europe, ils étaient sceptiques. Le réveil est donc difficile.

Mais certains semblent déjà avoir compris la nécessité de suivre au microscope les développements en France. Comme Ross Douthat, éditorialiste au New York Times. « L'avenir du continent sera déterminé par les Français », prédit-il carrément, car c'est là que « des forces massives s'entrechoquent et que les incertitudes culturelles sur l'islam, la laïcité, le nationalisme, l'Europe et la modernité elle-même suggèrent que de nouvelles forces pourraient se lever ». ■



Obama voit ce qui s'est passé entre l'Occident et le monde musulman comme un grand malentendu, qui peut être résolu par le dialogue

BENJAMIN HADDAD, CHERCHEUR FRANÇAIS AU HUDSON INSTITUTE À WASHINGTON